

UN JOUR, JE M'EN IRAI

Introduction

Alain DOME,
Fonctionnaire
international.
alaindome10@
gmail.com

Comment en vient-on à vouloir quitter son pays pour aller vivre ailleurs ? Il y a ceux qui partent à la recherche de meilleures perspectives de vie parce que l'horizon semble bouché dans leur pays ; gagner sa vie devient un vrai parcours de combattant. C'est donc des 'sans-horizons' précis, ceux qui avancent à tâtons et pour qui 'l'ailleurs' représente la promesse d'une vie meilleure. On les appelle des migrants économiques. Ils sont prêts à tout pour partir, quitte à se mettre à la merci des trafiquants de tous bords, ces négriers des temps modernes. Il y a aussi ceux qui, la mort dans l'âme, la peur au ventre, n'ont d'autre choix que de partir. Une guerre cruelle, une calamité naturelle, les forcent à abandonner derrière eux des souvenirs d'une vie, les odeurs et les senteurs des lieux familiers, des visages amicaux, fraternels (etc.) Réfugiés de guerres, réfugiés climatiques.

Comment un citoyen, gagnant bien sa vie, et ayant par conséquent de quoi nourrir ses enfants, de quoi les envoyer dans les 'meilleures écoles' du pays, leur procurer des soins de santé, les abriter sous un toit confortable, comment donc en vient-il, lui, à souhaiter partir ?

Les lignes qui suivent voudraient explorer cette question. Je voudrais y réfléchir, non dans une rigueur dialectique où les arguments s'enchaînent les uns après les autres, soutenus par des exemples qui ne laissent droit à aucun doute, mais en recueillant les raisons dans les trames de vie, en racontant des histoires, des moments de vie qui donnent à penser et justifient d'une certaine manière la décision de partir, malgré soi. Décision qui se présente comme une nécessité ; déchirante, certes ; contre toute logique sentimentale, contre toutes intimes convictions, assurément ; un choix finalement de raison, malgré tout. Est-ce cela qu'un cynique appelait immigration choisie ?

Ou Rester n'est plus une option

Depuis près de dix ans, je résiste à l'idée d'immigrer en Europe ou aux Etats unis, tout au moins, d'y installer ma famille. Ce ne sont pourtant pas les raisons qui manquent. Ni les moyens. La trame de mon cheminement servira de toile de fond à la réflexion.

Plus en sécurité chez soi. La scène se passe un samedi. Dix-sept heures. Deux individus se présentent devant la grille et demandent à voir la maîtresse de maison. Un troisième reste dans la voiture garée juste devant la maison. Un enfant, le petit dernier de la famille, court ouvrir, comme à son habitude. Il les reçoit innocemment, de cette innocence propre aux enfants qui voient de la bienveillance en chacun. Il va ensuite chercher sa maman. Lorsqu'elle arrive, un des individus lui demande si le pasteur X est là. Étonnement. Elle ne connaît pas de pasteur X et celui-ci n'habite certainement pas ici. Elle répond encore quand un des malfrats se place derrière elle, lui fait une clé avec sa main gauche et de la droite sort une arme. C'est alors que le troisième, resté dans la voiture, fait son entrée, arme à la main et ferme la grille derrière lui. L'ordre lui est intimé de dire qui d'autre est dans la maison, où se trouve l'argent, les téléphones, (etc.), tout se passe en moins de cinq minutes. Les malfrats disparaissent avec pas moins de l'équivalent de 10.000 dollars, téléphones portables et autres biens de valeur.

Ma famille, puisqu'il s'agit d'elle, a eu de la chance, ce soir-là. Personne n'a été touchée dans son intégrité physique. On ne peut pas en dire autant de l'intégrité psychologique et psychique. Pendant des semaines, le petit dernier avait des sursauts chaque fois qu'il entendait sonner à l'entrée. Le traumatisme se lisait sur le visage de chaque membre de famille présent ce jour-là. La colère tout autant que l'impuissance, aussi. Colère de se voir déposséder ainsi du fruit de la sueur de son front. Le pactole emporté par les malfrats provenait essentiellement du petit business de madame et qu'elle se préparait à aller faire un versement à la banque. Des jours de travail, des jours de sacrifices partis sans que l'on ne puisse rien y faire. Impuissants.

Ceux et celles qui habitent la commune de Mont Ngafula, et peut être de manière générale la ville de Kinshasa, n'ont pas toujours la chance que la famille a eu ce jour-là. Il se passe rarement un jour sans que l'on apprenne que tel ou tel voisin a été visité. Et souvent, certains paient de leur vie ces visites nocturnes. Les nuits de Mont Ngafula sont animées par ces intrusions impromptues des hommes en armes non autrement identifiés – j'ai longtemps compris que cet euphémisme voulait parfois dire policiers transformés en criminels, en braqueurs des maisons.

Les citoyens ne se sentent plus protégés. Mais que cela soit clair ! Ce ne sont pas tant ces intrusions criminelles des indésirables que l'incapacité complice de l'État à protéger les citoyens et leurs biens qui fait problème ici. Aucune

enquête sérieuse n'est menée. Dans l'exemple ci-haut, une plainte a été déposée au poste de police situé à moins de 500 mètres de la maison. Aux frais du plaignant, il faut acheter les papiers sur lesquels les policiers prennent notes, il faut payer leur déplacement au lieu du forfait pour constat. En général, les malfrats ne sont que rarement retrouvés. Lorsqu'ils le sont, on les voit de retour à la cité, deux ou trois jours voire des semaines plus tard. Ils viennent narguer ceux qui les avaient envoyés au trou. Et le cycle recommence.

C'est ce sentiment d'insécurité et d'impuissance doublé d'une incapacité de l'État à jouer son rôle qui ronge le citoyen. De là à vouloir aller se mettre à l'abri ailleurs, tout au moins à mettre à l'abri ceux et celles que l'on aime, dont on a la responsabilité d'assurer l'intégrité physique, morale et psychologique, il n'y a qu'un pas.

Dans un environnement pollué. J'ai longtemps cherché la raison des pharyngites à répétition que faisaient mes enfants. Chaque mois, il fallait s'attendre à une inflammation des larynx de l'un ou l'autre enfant, à une maladie respiratoire, à une toux allergique ou à des rhumes carabinés. Toutes les analyses ont été faites. J'ai même profité d'un voyage à Nairobi pour faire faire le test de recherche d'éléments allergiques. Rien de probant. Mais soupçon fort de la poussière, mêlée à la chaleur moite et humide de Kinshasa. Un seul coupable à l'horizon donc, la qualité de l'air et la pollution de l'environnement. Pas de système de ramassage ni de traitement des ordures dans une ville de plus de 12 millions d'habitants. Les poubelles et décharges des ordures sont à ciel ouvert dans les quartiers. Un petit tour vers Kasa-Vubu, Saïo, les alentours de l'hôpital général pour s'en convaincre. La commune de Mont Ngafula ne fait pas exception.

On vit dans la saleté. Pis, on vit dans le bruit. Le jour comme la nuit. La pollution sonore est ici une vraie plaie. Je suis dans un quartier résidentiel. Et pourtant, en face, quelques échoppes des vendeurs dans l'informel. Et pour bien faire remarquer leur présence, ils ont de la musique toute la journée, entrecoupée par une réclame enregistrée sur un mégaphone : « *ici nous vendons des cartes Sim à 1000 Fr, clé USB à 1000 Fr, tout est à 1000 Fr* ». Ils vous servent cela toute la journée sans discontinuer. Impossible de leur demander de baisser le son. Certains jours, un pasteur informel ambulant, s'emmène aussi avec son mégaphone pour haranguer les marchands et leur parler de l'imminence de la venue de Jésus. Evidemment, il espère partir de là avec quelques billets de banques que les fidèles de fortune lui auraient versés. De mon salon, il m'est difficile de suivre la télévision ni d'avoir une discussion avec un visiteur sans entrer en compétition avec les décibels de la rue, du marché de fortune ou des illuminés de Dieu, vendeurs de la parole de Dieu.

Quand vient la nuit, l'Église qui est juste derrière moi prend le relai du bruit gratuit. Chaque soir, ils ont des séances qui commencent toutes par délivrer le lieu et les fidèles des démons. J'entends le guide vociférer, envoyer tous les démons vers des lieux arides. Il faut croire qu'ils ne vont pas bien loin parce que le lendemain ils sont encore là et il faut tout refaire. Entre deux séances de délivrances, des puissants baffles délivrent de la musique religieuse. Un vrai capharnaüm avec des fidèles qui chantent à tue-tête contre toutes les règles de l'art. Les fausses notes y passent. Dans ma maison, on a du mal à s'entendre. On ne peut s'en plaindre. Dieu est à l'œuvre. Seules les personnes possédées par quelque mauvais esprit peuvent trouver à redire à cette action salvatrice.

Lorsque ce n'est pas le voisin de derrière, c'est celui de gauche qui prend le relais certaines nuits. L'endroit a, en effet, été transformé en un funérarium. On y pleure. Enfin pleurer ? Non. On y danse toute la nuit au souvenir de l'illustre disparu. Là aussi, des puissants baffles vomissent de la musique pour tout le quartier. Toute la nuit !

On passe ses journées ainsi que ses nuits dans le bruit. On vit dans le bruit ! J'ai noté que, de manière générale, les kinoïstes parlent fort – comment pourrait-il en être autrement ! Même lorsqu'ils sont à moins d'un mètre l'un de l'autre, ils crient. Enfin, ils parlent mais ils doivent parler plus fort que le bruit environnant. Pas étonnant non plus que notre capacité de réflexion et de prospection soit quelque peu annihilée par l'environnement infecté de bruit et de saleté.

Ici aussi l'État brille par son absence et par son incapacité. Des décisions sont prises pour être sabordées par ceux sensés les faire respecter. Les fonctionnaires clochardisés vivent des bakchichs qu'ils reçoivent de tous les faiseurs de bruit. L'État est aux abonnés absents. On peut se demander, à juste titre, ce que fait le citoyen, pourquoi ne se bat-il pas ? Ça et là des citoyens résistent. Des plaintes contre le tapage diurne et nocturne sont déposées. Elles suscitent parfois l'incompréhension de l'ensemble. J'ai porté plainte contre un pasteur qui vociférait devant chez moi dans la journée, un de ces prêcheurs ambulants. La police est venue lui demander de débarrasser le plancher. Il est revenu le jour suivant, avec des prêches plus virulents, dénonçant le possédé qui habitait la maison d'en face et qui ne supportait plus le feu de l'esprit saint contre ses mauvaises pratiques. Les policiers chez qui je suis allé me plaindre pour la deuxième fois m'ont dit ne pas comprendre pourquoi je me plaignais. Il ne faisait du mal à personne !

Quoi qu'il en soit, il sied de noter ici le sentiment de bonheur que l'on ressent lorsqu'on est dans un environnement propre et calme. Le contentement des yeux, le calme des lieux vous renvoient à votre fort intérieur, vous vous retrouvez en vous-mêmes, vous vous écoutez, vous écoutez vos

projets les plus secrets, vous retrouvez vos aspirations, vous vivez en vous et puisez au fond de vous-même les raisons de vivre avec les autres, de donner plus que de recevoir. On peut appeler cela comme on veut mais j'appelle « bonheur » ces instants rares de communion avec soi et d'ouverture aux autres et à l'universel. On cherchera longtemps ces moments dans la ville qui m'a vu naître.

Des soins de santé incertains. Je suis revenu d'un voyage en Haïti avec de la fièvre, quelques éruptions cutanées, des yeux rougeâtres. À l'époque, une épidémie de Zika faisait rage en Haïti. Je vais à l'hôpital. Les examens de routine que l'on me fait se révèlent négatifs. À aucun moment le médecin ne fait le lien avec le Zika alors que je lui ai dit que je revenais d'Haïti. Il me faut, le soir, passer un coup de fil au médecin de l'Organisation en Haïti, décrire mes symptômes pour m'entendre dire que c'est probablement le Zika et que tout ce que je devais faire était de me reposer, boire beaucoup d'eau et prendre un analgésique en cas de survenue de la fièvre. L'hôpital où je suis allé était déjà sur la piste d'une sombre maladie grave. Le médecin me conseillait des examens approfondis. Qui sait, c'était peut-être le début d'un cancer. Rien que cela ! Il ne fallait pas oublier le test du VIH. Le médecin me disait sur un ton de confiance : « *Vous savez, vous vivez aux Caraïbes et vous y vivez seul. On sait ce que c'est* ». Au passage, puisque ma tension artérielle était relativement élevée, il m'a prescrit un médicament retiré de la circulation dans la plupart des pays occidentaux. Il m'a suffi d'une rapide recherche google pour m'en rendre compte. J'ai donc pris l'option du repos et de l'eau. Cinq jours de repos, beaucoup d'eau et des paracétamols me remirent sur mes deux pieds.

Cette expérience quelque peu anecdotique peut se décliner en autant d'expériences de diagnostics incertains, des soins approximatifs, d'accès difficiles aux médicaments de qualité. La décrépitude du système de santé du pays n'est plus à démontrer. Dans beaucoup de cas, le plateau technique n'est pas à même de prendre en charge des pathologies les plus simples. Ceux qui en ont les moyens se dépêchent d'aller qui en Inde, qui en Afrique du Sud, qui en Europe pour des soins de qualité.

Le peu de cas que l'État fait du système de santé et le peu d'effort qu'il met à vouloir remettre sur pied la santé de ses citoyens ne sont plus à discuter non plus. De manière générale, les citoyens ont le sentiment de vivre dans un mouroir, chacun attendant son tour pour s'en aller. On s'en remet à Dieu. On invoque son nom très saint et on attend qu'Il agisse. Certains s'en remettent à des charlatans. La santé au grès de la volonté du divin et des ancêtres.

Désagréments du quotidien. Rares sont les jours où on est approvisionné en eau et électricité de manière permanente. On ne compte plus les coupures d'électricité dans la journée. Et lorsqu'on est pourvu en électricité, ce n'est

jamais une électricité de qualité, juste assez pour avoir de la lumière dans la maison. Il faut faire des réserves d'eau pour avoir le plaisir de se laver ou de cuisiner.

Les citoyens vivent dans un climat de harcèlement permanent de l'administration qui, pourtant, n'offre pas grand-chose en retour. Surtout si vous avez besoin d'un service de l'État, un acte notarié, un certificat d'enregistrement ou tout autre acte administratif. Il faut s'armer de patience. Déjà pour arriver à destination. Le trajet en lui-même est un parcours de combattant. Sur les routes de Kinshasa, entre les policiers véreux à la recherche du moindre faux-pas des conducteurs pour se faire de l'argent et les embouteillages monstres exacerbés par des chauffeurs inciviques, on a facilement des envies de meurtre. Les bureaux de l'État sont tout ce qu'il y a de désordonné, de chaotique et d'énervant. Dès que vous y arrivez, on vous court après, non pour vous servir, mais pour vous ponctionner. Vous vous transformez, l'instant d'obtenir ce dont vous avez besoin, en agent payeur du fonctionnaire de l'État.

Lorsque vous n'allez pas vers eux, ce sont eux qui viennent à vous, à votre domicile. Qui pour délivrer une facture d'eau ou d'électricité qu'il ne vous a pas fournie ; qui pour une taxe parcellaire à la tête du client, qui pour une vérification des certificats d'enregistrement de votre maison. Un a poussé l'outrecuidance jusqu'à venir me demander le carnet de vaccination de mes chiens. Lorsque je lui ai demandé s'ils avaient déjà fait le tour de tous les chiens errants de la rue, il m'a simplement dit qu'il ne connaissait pas leur propriétaire mais il avait appris qu'il y avait des chiens chez moi, chiens qu'il n'a jamais vus, que personne n'a jamais vus d'ailleurs, mais qu'il a entendu aboyer. Bien entendu, il estimait que je devais payer une amende si je n'avais pas ce carnet du suivi de mon chien. Il a été l'homme le plus malheureux lorsque je lui ai sorti des carnets avec des vaccins bien à jour. Le harcèlement quotidien dont ils sont l'objet, font des habitants de cette ville des héros. À se demander comment ils sont encore en vie.

Ou Partir n'est pas une option, non plus

Comme on le voit, les raisons de partir ne manquent pas. Mais je résiste encore. Car partir n'est pas une option pour moi.

Il m'arrive, pour rendre compte de cette obstination, de convoquer l'histoire. Je me lance alors dans des envolées historiques, j'évoque, sans hiérarchie aucune, Rosa Park, la résistante d'Atlanta, Martin Luther King, Nelson Mandela, tous les résistants du monde entier ; les défenseurs des droits civiques et les combattants anonymes pour un monde et un environnement de vie meilleure. Les citoyens ne doivent pas abdiquer. Exister, c'est finalement résister. Les changements dans l'histoire du monde n'interviennent pas en un jour. Nous ne les verrons peut-être pas survenir

en cette génération mais les générations à venir cueilleront les fruits de nos efforts. Il nous suffit simplement de constituer la masse critique nécessaire pour actionner le levier du changement. On m'écoute souvent poliment. Parfois, on me fait remarquer que je n'ai pas le droit de sacrifier ma famille. Je peux résister si je veux. Mais je ne peux leur imposer mes choix. Mes enfants ne méritent pas cela.

Mes enfants, précisément. Je souhaite les élever en africains, en congolais 'authentiques', enracinés dans leur réalité de tous les jours. Je veux que mes enfants prennent racine au Congo quitte à pouvoir fleurir ailleurs. Le contexte moral et culturel de l'ailleurs m'inquiète. Je ne veux pas élever mes enfants dans un tel contexte, lequel me paraît profondément en crise et en totale inadéquation avec ma morale et ma culture. Le prix à payer pour cela ne serait-il pas trop grand ? J'aligne alors tous les défis moraux de l'Occident aux regards de mes références culturelles et religieuses. Serait-ce responsable de les abandonner à ce brouhaha culturel, sans vraie référence et sans attaches sûres, les laisser au grès des vagues, swinguer et balloter dans une quasi-négation des valeurs de solidarité, de respect, de sens de l'autre et de Dieu ?

Par ailleurs, je ne me vois pas, moi-même, vivre ailleurs comme un citoyen de seconde zone, à qui on rappellerait chaque jour ses origines, qui se battrait au quotidien pour s'intégrer ou, tout au moins, montrer des signes d'intégration : Me faire accepter, parler un langage qui n'est pas mien, adopter un code qui n'est pas mien pour me faire accepter et rester, quoi que je fasse, un immigré, un citoyen d'origine congolaise. On n'imagine pas suffisamment ce que ce qualificatif 'd'origine' fait en termes d'identité et de reconnaissance mutuelle. Pour avoir fait mes études universitaires en Europe, je sais ce que cela signifie. Le prix de l'orgueil ravalé, le mal être du bien-être au quotidien.

Et si le problème n'était finalement pas tant mes enfants et leur éducation que moi et mes postures idéologiques. Ma résistance reçoit en effet au quotidien des assauts de plus en plus forts. Je réalise qu'en fait mes enfants ne sont finalement que des petits occidentaux vivants au Congo. Leur univers est celui des dessins animés de Disney Land. Leur petit déjeuner est constitué de croissants, nutella, camembert, etc. Ils célèbrent saint Nicolas, Halloween et espèrent le père Noël la nuit du 24 décembre avec les cadeaux d'usage. Ils souhaitent qu'on leur lise une histoire avant de dormir. Ils m'apostrophent et n'hésitent pas à me dire qu'ils ne sont pas d'accord avec moi sur certains sujets. Ils rêvent et se déploient dans des histoires de princesse et des princes. Une voix au fond de moi me dit, tant qu'à rêver, pourquoi ne pas les laisser le faire dans un environnement plus sain, moins polluant où ils auront accès à des soins de qualité et à une éducation de qualité, quoique je pense.

Pour eux, partir, malgré tout

Il semble donc en définitive que ce qui l'emporte chez beaucoup de ces citoyens évoqués au tout début de ce parcours, c'est, en priorité, les enfants : ces êtres fragiles que nous faisons exister et pour qui nous sommes prêts à décrocher la lune. Il y a dans *'l'aventure ambiguë'* de Cheik Hamidou Kane¹, une scène d'une rare actualité. La Grande Royale s'adresse aux gens de Diallobé face à l'arrivée de l'école occidentale. Et la question, les Diallobé doivent-ils envoyer leurs enfants à cette école qui défie l'éducation traditionnelle ? Elle invite donc à une de ces assemblées générales délibératives. Seulement, cette fois-ci, sacrilèges, les femmes y sont invitées. Et d'entrée de jeu, la Grande Royale justifie son geste. « *De plus en plus, dit-elle, nous aurons à faire des choses que nous détestons et qui ne sont pas dans nos coutumes* ». Et la chose qu'elle veut inviter à faire avec cette symbolique, c'est d'envoyer leurs enfants à l'école étrangère qu'elle dit détestée, qui, estime-t-elle, tuera en eux *ce qu'aujourd'hui nous aimons et conservons avec soin à juste titre*. Mais, comme pour les graines des champs que l'on accepte de voir mourir afin que naisse une vie nouvelle, la Grande Royale pense que *nos meilleures graines et nos champs les plus chers, ce sont nos enfants*.

C'est, à peu de choses près, devant une telle alternative que l'on se trouve dans le contexte évoqué depuis le début de ces lignes. Accepter de mourir pour que ces meilleures graines vivent et qu'elles vivent mieux ou s'accrocher à ces convictions, ne jamais faire ce que l'on déteste et perdre ainsi d'une certaine manière ce que l'on aime le plus au monde.

C'est entre une attitude d'autofécondation que Sembene Ousmane décrit si bien dans *Vehi Ciosane*² et le suicide que V.Y. Mudimbe explore dans *L'écart* ou Nara est face à la seule position pour lui, le suicide. Poursuivant la réflexion amorcée dès *L'odeur du père*, Mudimbe réalise que l'on pourrait être forcé au seul choix du suicide. Il note en effet que, le père, dont il veut se débarrasser, l'enserme de toutes parts, est devenu parti de lui-même de telle sorte que s'en débarrasser serait se suicider. La voie moyenne pourrait être une porosité assumée. Partir impliquerait donc que l'on offre le meilleur aux siens, tout en gardant un œil à la possibilité de les ragaillardir dans une démarche d'assomption de soi, d'identité personnelle devant autrui. Un grand sentier. Une autre interrogation qui mérite d'être développée ailleurs.

1 CHEICK HAMIDOU KANE, *L'aventure ambiguë*, Paris, Présence Africaine, 1961, p. 19.

2 SEMBENE OUSMANE rapporte dans *Vehi Ciosane* l'histoire scandaleuse d'un chef qui fait une batarde à sa propre fille.

Que Conclure ? Partir, c'est mourir un peu

Un jour, je m'en irai peut-être. Comme bon nombre de citoyens qui ont fait le choix de l'expatriation, j'en arriverai là en pensant d'abord à mes enfants. Cela ne sera probablement pas le meilleur choix que j'aurai fait dans ma vie, mais je me sentirai forcé de le faire. Je mourrai en moi pour qu'eux vivent et vivent mieux. Mais pour que cette mort ne soit pas inutile, pour que je ne le vive pas comme une démission, il me faudra m'atteler de toutes mes forces pour que le pays que je quitte se remette sur pied. Ce ne sera ni plus ni moins qu'une nécessité vitale, une question de vie ou de mort. Engagement politique ou simplement citoyen, peu importe la forme que je lui donnerai, mais il faudra s'engager. S'engager pour la naissance d'un Etat qui joue pleinement son rôle, à savoir créer un cadre juste de vie où chacun, chacune peut poursuivre sa conception de la vie bonne. Nous sommes encore loin du compte ! ■

PRÉVISIONS THÉMATIQUES POUR L'ANNÉE 2021

Nous portons à votre connaissance les prévisions thématiques que **CONGO-AFRIQUE** se propose d'aborder pour l'année 2021. N'hésitez pas à nous envoyer vos articles, tout en sachant que nous restons ouverts à notre créneau habituel : « Économie, Politique, Droit, Vie Sociale, Culture ». À vos plumes !

Janvier	Bilan politique et perspectives d'avenir
Février	Budget national et Vie sociale
Mars	Problématique du « Genre » et Famille
Avril	Diplomatie et Géopolitique en situation post-électorale
Mai	Travail, Emploi, Chômage, Accidents au travail
Juin-Juillet-Août	Actes des Journées Sociales du CEPAS/édition 2021
Septembre	Éducation, Enseignement
Octobre	Réflexions sur le Tourisme
Novembre	Changement climatique, Environnement
Décembre	Droits humains, Paix, Guerre